

Crise de la littérature canadienne? réponse à M. René Garneau

Robert Charbonneau

Numéro 43, automne 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39511ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Charbonneau, R. (1986). Crise de la littérature canadienne? réponse à M. René Garneau. *Lettres québécoises*, (43), 42–43.

En 1940, commencent à apparaître les premières maisons d'édition canadiennes. Dès la première année, les manuscrits affluent. Ces manuscrits sont l'oeuvre de jeunes qui n'ont pas été à l'étranger. Ils se sont trouvés eux-mêmes. Leur technique est le fruit de longues méditations sur les oeuvres de leurs devanciers français, russes, américains. Le même phénomène s'est produit chez les Canadiens anglais où il a fallu attendre des écrivains libérés de l'influence uniquement anglaise pour avoir des oeuvres qui se tiennent et méritent une place dans la littérature universelle.

Ainsi se prépare entre la France et le Canada, entre l'Angleterre et les Canadiens anglais une collaboration féconde, sur un pied d'égalité, une entente culturelle à base d'échange et d'émulation, une littérature dépassant les territoires politiques et se rejoignant sur les sommets humains, universels.

Cette collaboration, des écrivains français commencent à en parler: M. Étienne Gilson, M. Georges Duhamel,

d'autres aussi. «Le monde canadien, écrivait M. Duhamel au retour de son voyage au Canada, est une branche de l'arbre français, une branche robuste et qui semble maintenant séparée du tronc original par une épaisse muraille: une branche quand même et qui fait honneur à l'arbre, à la vitalité de l'arbre.»

M. Gilson qui cite cette phrase, veut aller plus loin. C'est qu'il nous connaît mieux. M. Duhamel n'a eu avec nous qu'un contact superficiel: il a lu *Au pied de la pente douce* et il en a fait un bel éloge; entre deux rendez-vous, il a causé avec quelques jeunes écrivains, il a assisté à un déjeuner de l'Académie canadienne française...

M. Gilson, lui, a vécu au Canada, il a une autre conception de la vie canadienne. «Le Canada, écrit-il, (dans *Le Monde*, 6 janvier 1946) se souvient de bien des choses, car non seulement il a une mémoire, il en est une. Il se souvient d'abord d'avoir été une branche de l'arbre français, mais aussi d'en avoir été coupé, puis, laissé sur le sol, d'y avoir tout seul

pris racine, d'avoir vécu sans nous, grandi sans nous, conquis par son seul courage, par sa seule perspicacité et par une continuité de vues qui ne nous doit rien le droit à sa propre langue, à ses propres méthodes d'éducation et à sa propre culture. Si nous sommes l'arbre, jamais arbre ne s'est moins soucie de sa branche. Qu'il s'en soucie aujourd'hui, rien de mieux, mais ce qu'il retrouve, après l'avoir si longtemps négligé, ce n'est plus une branche, c'est un arbre: un arbre de même espèce que lui, mais un autre arbre qui est un arbre comme lui».

... «La culture canadienne française ne doit qu'aux Canadiens de survivre et de fructifier. Ni empruntée, ni parasite, et autrement que la nôtre mais exactement au même titre que la nôtre, elle est française de plein droit».

Ces paroles de M. Gilson sont de celles qui nous font espérer qu'une collaboration est possible avec la France et s'il ne dépend que de nous, on peut dire qu'elle existe déjà. □

[Robert Charbonneau]

La Nouvelle Relève, octobre-novembre 1946

Crise de la littérature canadienne?

RÉPONSE À M. RENÉ GARNEAU

M. René Garneau est un écrivain de race, un critique intelligent et éclairé, doué au surplus du don de sympathie. Aussi, est-ce avec le plus vif intérêt que nous avons lu, puis relu l'article qu'il vient de consacrer à la crise de la littérature canadienne dans le supplément littéraire du *Canada*.

Laissons M. Garneau poser lui-même le problème. Il constate tout d'abord qu'il y a une crise de la littérature canadienne et, ajoute-t-il, «c'est une crise d'orientation.»

«Un groupe intéressant de jeunes écrivains de langue française», continue-t-il, «veut qu'une littérature autonome naisse avec lui. C'est sur le plan littéraire la transposition de la rivalité sur le plan politique entre grandes, petites et moyennes puissances».

M. Garneau tente ensuite d'expliquer par «certaines désillusions qui ont suivi

la reprise des contacts» avec la France ce désir d'autonomie.

Ayant ici même parlé de littérature autonome et examiné en deux ou trois articles les conditions de sa réalisation, je me permettrai quelques remarques en marge de l'article de M. Garneau.

Tout d'abord précisons que quelle qu'ait été à notre égard l'attitude des Aragon, des Duhamel et des Sartre, elle n'est pour rien dans notre désir de promouvoir une littérature qui cherche ses techniques, son inspiration et ses critères à Montréal plutôt qu'à Paris et qui se réserve dans la mesure où toutes les techniques vivent d'échange de choisir aussi bien «dans le vignoble californien de M. Steinbeck» que «dans le vignoble racien», qui ne dédaigne pas à l'occasion de s'allier au vignoble californien.

Il s'agit de quelque chose de plus important que d'une querelle entre les écrivains français et leurs confrères cana-

diens, c'est sur le plan de la culture française que le problème se pose. Toute la querelle est entre ceux qui ne veulent voir dans le Canada français, selon la formule de Gilson, qu'une branche de l'arbre français et ceux qui, avec M. Gilson, croient que ce sont deux arbres distincts, d'une même famille mais ayant chacun sa vie propre et des fins différentes. Ainsi les États-Unis vis-à-vis l'Angleterre.

«Pour bien marquer leur scission avec la France, dit M. Garneau, ils invoquent leur parenté spirituelle avec les écrivains américains. Or on croyait que c'était l'autonomie qu'ils voulaient.»

L'auteur se fait la partie facile. Veut-il laisser entendre que M. Sartre est moins français parce qu'il se met à l'école de John Dos Passos, que (pour donner quelques exemples tirés de plus loin) Dostoïevski était moins russe parce qu'il avait pratiqué George Sand, Balzac,

Victor Hugo, romancier et Eugène Sue; que Racine et Corneille étaient moins français parce qu'ils empruntaient aux Grecs ou aux Espagnols non seulement à la technique mais jusqu'à la trame de leurs pièces. Si on faisait l'arbre généalogique de chacun des écrivains, on trouverait à tous les parentés spirituelles étrangères. Le défaut des Canadiens a peut-être été jusqu'ici qu'ils n'ont voulu avoir qu'un seul parent ou qu'ils les ont choisis (puisque dans ce domaine on choisit) du même sang, jusqu'à l'épuisement presque complet de ce sang.

Pourquoi, nous qui possédons deux langues, attendrions-nous pour nous enrichir de la substance des écrivains américains ou anglais qu'ils aient été traduits et assimilés par les Français. Ne pouvons-nous manger que de la bouillie sous prétexte de ne pas nous quereller avec les Français? Résigné à ce que notre littérature reste une littérature de provinciaux, osons le mot, de coloniaux, M. Garneau reprend:

«On a beau retourner les éléments de la question, on ne sort pas de la zone d'influence d'une grande puissance littéraire. Si ce n'est pas la France ce sera l'Amérique.»

Mais oui, Monsieur Garneau, on en sort. La preuve, c'est que la Russie en est sortie, c'est que les États-Unis en sont sortis, c'est que l'Amérique du Sud en est sortie. Et si les Russes sont sortis de la zone d'influence allemande et française, les États-Unis de la zone anglaise; les pays d'Amérique du Sud de la zone espagnole, c'était pour acquérir une autonomie que personne aujourd'hui ne songe à mettre en doute.

Les arguments de M. Garneau sont ceux que toute l'élite russe a sortis contre Dostoïevski. M. Garneau me dira que les pays que j'ai mentionnés ont une population supérieure à la nôtre. Cela est vrai, mais le talent d'un écrivain, son indépendance spirituelle ne dépendent pas que je sache du nombre de ses compatriotes. Et c'est ici que les traductions interviennent. Si nous créons vraiment des oeuvres originales et profondément canadiennes, elles pourront être traduites, leur rayonnement en sera centuplé.

M. Garneau peut se moquer des best-sellers. Mais il n'est pas beaucoup d'écrivains français ou anglais qui ne seraient prêts à donner leur bras droit, quelques-uns même leur oeil, pour con-

ROBERT CHARBONNEAU
de l'Académie canadienne française

LA FRANCE ET NOUS

JOURNAL D'UNE QUERELLE

Réponses à

JEAN CASSOU
RENÉ GARNEAU
LOUIS ARAGON
STANISLAS FUMET
ANDRÉ BILLY
JÉRÔME ET JEAN THARAUD
FRANÇOIS MAURIAC
et autres

L'ARBRE

naître aux États-Unis, dans une traduction, le succès de *Arch of Triumph* ou de *Brideshead Revisited*. Interrogez les éditeurs américains et vous apprendrez que, si certains grands écrivains n'ont pas été traduits, ce n'est pas faute d'efforts de leur part.

M. René Garneau se demande quel profit nos écrivains trouveraient à l'audience des Américains.

«Ceux-ci n'aiment pas la littérature, continue-t-il, et ils ne l'entendent pas dans le même sens que lui donnent même les plus passionnés de nos autonomistes de l'écriture.»

Laissons parler les faits. Si les Américains n'aiment pas la littérature, comment expliquer les succès obtenus par des écrivains comme Hemingway, Steinbeck, Faulkner, Caldwell, John Dos Passos, Thomas Wolfe, Eugène O'Neill, etc., dont les ouvrages, qui transportent aujourd'hui d'émoi les Français, ont rapporté dans presque tous les cas des fortunes à leurs auteurs. Mais ce n'est pas tout. Comment expliquer encore que les succès de librairie connus par les écrivains anglais Evelyn Waugh, Somerset Maugham, Graham Green, etc. aient dépassé aux États-Unis les plus forts tirages obtenus dans leur pays ou ailleurs. On pourrait encore citer les cas de Thomas Mann, de Franz Werfel, d'Eric Maria Remarque, de Sholem Ash qui, si je suis bien informé, sont traduits par le manuscrit et sont publiés originairement aux États-Unis.

Aujourd'hui, un écrivain européen se juge consacré quand il est publié à New York. Pourquoi les Canadiens, à la

condition qu'ils en aient la chance, refuseraient-ils la gloire mondiale que peut seule leur donner l'édition américaine? Pourquoi n'ambitionneraient-ils pas d'être édités dans ces conditions?

Le marché naturel des ouvrages canadiens, c'est le Canada. La publication en Europe, à Paris, où les Parisiens ne s'intéressent qu'à ce qui est français ou a été traduit, à Londres, à Amsterdam ou à Moscou n'est qu'un accident susceptible d'arriver à la veille d'une guerre ou dans les premiers mois qui succèdent à une victoire des Alliés. Ne nous faisons pas d'illusion. Le Français, sauf quelques grandes et généreuses exceptions, est l'homme qui ne connaît pas les étrangers. Il consent à les découvrir une centaine d'années après leur mort quand il peut en enrichir «les vignobles raci-niens». Au contraire, le peuple «qui n'aime pas la littérature» accueille avec intérêt tout ce qui lui paraît mériter son attention à l'étranger.

Si la littérature a une tendance à devenir universelle, il semble que ce soit actuellement par le truchement de la langue anglaise et par l'édition américaine qu'elle le deviendra.

L'Europe est trop vieille, trop satisfaite d'elle-même, trop habituée à ce qu'on vienne à elle, qu'on s'agenouille devant ses ruines et ses monuments; elle a peut-être trop souffert pour être encore accueillante.

Les Canadiens ont donc à choisir entre quelques brimborions que la France, inspirée par le Foreign Office, consentira à leur décerner à la veille d'une guerre et les États-Unis qui n'ayant besoin de personne «n'aiment pas la littérature» mais accueillent tous les talents, les recherchent même et parfois les couvrent de gloire.

M. Garneau est trop intelligent pour douter qu'il puisse exister une littérature canadienne d'expression française qui ne doive pas plus à la France que M. Sartre, M. Romain Rolland ou d'autres ne doivent aux États-Unis ou à l'Angleterre. Et il a raison de dire que cette littérature, si elle est universelle, sera à la gloire de la culture française, cette culture que nous ne devons pas aux écrivains français vivants, mais à ces écrivains universels qui sont notre patrimoine commun avec la France, comme Dickens, Dostoïevski, Balzac appartiennent au patrimoine commun de l'humanité.

[Robert Charbonneau]